



18 juin 2018

(18-3768)

Page: 1/2

Conseil général

Original: anglais

DÉCLARATION CONJOINTE SUR LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

La communication ci-après, datée du 15 juin 2018, est distribuée à la demande de la délégation de la Fédération de Russie.

1.1 La Russie salue l'intérêt croissant autour de la Déclaration conjointe sur le commerce électronique. Suite à notre communication (JOB/GC/181) sur les manières possibles d'approfondir les travaux exploratoires avant les futures négociations à l'OMC sur les aspects du commerce électronique qui sont liés au commerce, nous avançons par la présente nos propositions en ce qui concerne les principes de protection des consommateurs.

1.2 La croissance et le développement rapides des nouvelles technologies numériques et du commerce électronique ont entraîné des changements importants dans l'économie mondiale au cours des dernières décennies. Ces tendances encouragent les innovations, créent des emplois et offrent des opportunités sans précédent pour les micro et petites entreprises, même pour celles situées dans les endroits les plus reculés du monde, et permettent de ce fait une croissance et un développement socioéconomique durables.

1.3 Dans le même temps, ce sont les consommateurs en ligne et leur niveau de connaissances et de confiance en ce qui concerne les technologies émergentes, y compris les technologies numériques, et les nouveaux modèles d'entreprise sur le marché du commerce électronique qui deviennent un pilier essentiel du bon développement de l'économie numérique. Les risques qui se posent dans le cadre du commerce électronique pour les consommateurs en ligne sont les transactions transfrontières, les plates-formes de pair à pair (*peer to peer*), le règlement des litiges et les recours, le marketing ciblé agressif et le "spam", la sécurité et la qualité des produits/services et les systèmes de paiement électronique. La barrière de la langue (qualité et étendue de la traduction) et l'augmentation du volume du commerce en ligne entravent l'établissement de règles strictes concernant la structure de l'information fournie aux consommateurs en ligne.

1.4 La sécurité et la transparence des paiements en ligne devraient faire l'objet d'une attention particulière. Les consommateurs en ligne devraient être pleinement informés de la nature et des risques éventuels du service de paiement avant la transaction ainsi que de la manière dont ils peuvent protéger leurs droits. L'un des principaux problèmes qui subsistent dans ce domaine est le faible niveau de confiance dans la fourniture de services financiers par des moyens électroniques (systèmes). Le manque de confiance dans les systèmes de sécurité des données personnelles et la méconnaissance du fonctionnement des services financiers entraînent un dysfonctionnement des modèles de consommation.

1.5 C'est pourquoi il est important de prêter attention aux points suivants: les connaissances des consommateurs, le renforcement de la confiance qu'ils ont dans le commerce électronique et la protection de leurs droits et intérêts dans ce domaine.

SUJETS POSSIBLES POUR APPROFONDIR LA DISCUSSION SUR LES QUESTIONS RELATIVES À LA CONFIANCE DES CONSOMMATEURS

1.6 Des efforts collectifs de la part de toutes les parties intéressées sont nécessaires pour accroître la confiance des consommateurs dans l'économie numérique et les convaincre qu'ils reçoivent un niveau de protection approprié, au moins équivalent à celui que leur assurent les formes traditionnelles du commerce.

1.7 On pourrait développer la culture numérique des consommateurs en ligne et élargir leur accès à l'économie numérique en prenant, entre autres, les mesures concrètes suivantes:

- assurer un niveau de protection des droits des consommateurs en ligne au moins équivalent à celui qui est fourni pour les formes traditionnelles du commerce;
- s'efforcer d'accroître le potentiel des consommateurs en ligne en ce qui concerne la protection de leurs droits dans le contexte du commerce électronique (connaissances, compétences et possibilités);
- reconnaître les principaux droits des consommateurs en ligne dans le cadre du commerce électronique, y compris le droit de disposer de renseignements fiables sur les biens/services;
- établir des principes de base pour la coopération et l'échange de renseignements sur le commerce transfrontières à l'intention des autorités compétentes et mettre au point des approches unifiées de coopération et d'entraide afin d'empêcher les pratiques commerciales malhonnêtes dans le domaine du commerce électronique;
- assurer la sécurité des transactions transfrontières effectuées dans le cadre du commerce électronique, c'est-à-dire leur confidentialité et leur sécurité;
- garantir la transparence de l'offre de services financiers, un niveau élevé d'identification des consommateurs en ligne et la protection des données personnelles;
- encourager le secteur privé à adopter de bonnes pratiques commerciales (incitations négatives et positives);
- définir la liste des mesures possibles pour lutter contre les violations transfrontières des droits des consommateurs en ligne dans l'intérêt de la sécurité et de la qualité des biens et services achetés, ainsi que des renseignements sur le commerce électronique et les biens et services; et
- prévoir la création d'une plate-forme numérique pouvant contenir des renseignements relatifs à la détection de biens et services dangereux vendus en ligne.

1.8 Nous aimerions souligner qu'afin d'accroître la confiance des consommateurs en ligne dans le commerce électronique nous devrions aussi définir des normes pour la fourniture de services de paiement dans le cadre de ce commerce, y compris des prescriptions en matière de transmission de données personnelles (par exemple, selon ces prescriptions, le vendeur/l'agrégateur de paiement pourra demander au consommateur une quantité limitée de renseignements concernant ses données personnelles; toute autre donnée non directement liée à la transaction de paiement ne devra pas être demandée). En outre, il faudrait convenir de modalités et de procédures pour le traitement des données personnelles, de délais pour le stockage des données, de mesures pour la confidentialité et la sécurité des données personnelles ainsi que de l'ordre de transmission des données personnelles.
